

Intervention du groupe CGT

Sur la conjoncture en 2011

Madame la Vice-présidente du Conseil régional

Monsieur le Président du CESER,

Monsieur le Rapporteur général, Monsieur le Rapporteur

Mesdames et Messieurs, chers collègues,

Le groupe CGT salue le travail considérable du groupe « conjoncture » y compris les équipes du conseil régional et le chargé de mission « conjoncture ». Le rapport qui nous est présenté est le miroir de la réalité économique et sociale de notre région qui est frappée par une crise systémique qui a eu pour conséquences un très fort ralentissement de l'activité économique, la dégradation du niveau de l'emploi, de la qualité de l'emploi, un chômage de masse, et la dégradation des salaires et du pouvoir d'achat.

La paupérisation de notre région a donc progressé en 2011 et les perspectives pour 2012 ne sont guère encourageantes selon les enquêtes de conjoncture de la Banque de France « les entreprises en région centre bilan 2011 et perspectives 2012 », la dernière enquête mensuelle de mai 2012 et les travaux de conjoncture statistiques de l'INSEE.

Conformément aux préconisations du rapporteur, nous souhaitons pouvoir utiliser de nouveaux indicateurs afin d'enrichir notre réflexion : nous préconisons de rechercher la part des salaires dans la valeur ajoutée au plan national comme au plan régional, notamment le partage primaire et secondaire de la valeur ajoutée, la part des salaires par rapport aux dividendes des actionnaires, la part des salaires avec le résultat brut d'exploitation, la part des dividendes par rapport aux investissements, l'évolution du salaire moyen et des dividendes, les statistiques précises des dépôts et crédits en région.

Car au-delà des constats que nous faisons, à travers nos rapports de conjoncture, il appartient à notre assemblée, c'est sa vocation, de livrer des analyses, des réflexions et des propositions pour sortir de la crise que nous craignons durable; bien sûr en positivant l'action de notre comité régional pour l'économie du territoire, pour l'emploi, pour atténuer les conséquences de la crise. Mais nous pensons aussi que les travaux conjugués de nos CESER et du CESE permettront de faire les préconisations qu'a souhaitées le Président de la République lors de sa visite au CESE.

Les éléments statistiques que nous proposons, et sur lesquels nous travaillons, pourraient conduire à des propositions concrètes pour sortir de la crise :

- La revalorisation des salaires, des pensions et des minima sociaux aura un effet bénéfique sur la relance économique régionale. Notre revendication d'un SMIG à 1700 € ne relève pas de l'utopie mais d'un besoin vital. Elle a un coût, environ 18 et

21 milliards d'euros pour 6 à 7 millions de personnes mais les charges financières des entreprises se sont élevées à 318 milliards d'euros. Notre proposition d'un nouveau crédit favorable à l'emploi et aux investissements conduirait à réduire ces charges d'un montant très supérieur au coût de l'augmentation du SMIG.

- La création d'un pôle public financier national et régional, plus efficace selon nous que la future banque publique d'investissement, permettrait aux fonds publics régionaux renforcés par l'épargne populaire d'un livret industrie, de soutenir et développer l'activité économique et donc l'emploi.
- La lutte contre les défaillances d'entreprises, telle que l'a affichée le ministre du redressement productif, pourrait conduire à stopper les plans sociaux en préparation dans la région, notamment chez les sous-traitants automobiles et instaurer des alternatives aux plans sociaux et aux licenciements. La Banque de France et Géode sont, entre autres, des outils efficaces pour lutter contre ces défaillances et nous encourageons notre Conseil régional à soutenir financièrement GEODE comme ACSEL pour des études sur le dynamisme des bassins d'emploi en lien avec Centréco.
- La profonde réforme de la fiscalité locale, la fiscalité des entreprises, et la fiscalité des ménages pourraient conjuguer justice sociale et nouvelles ressources pour les collectivités territoriales et la nation.
- La profonde réforme de la politique monétaire et du crédit : nous nous félicitons du débat citoyen visant à faire évoluer et réformer l'article 273 du traité de Lisbonne confirmant, depuis 1973, l'interdiction de la banque centrale européenne de prêter de l'argent aux états : c'est une des causes de la crise des dettes souveraines. Nous nous félicitons aussi du débat citoyen visant à contrôler la création monétaire : comment ne pas exiger, comme vient de la faire le commissaire européen Michel Barnier, le contrôle de l'utilisation des 1000 milliards d'euros octroyés aux banques par la BCE au taux privilégié de 1% alors que le crédit aux PME comme aux particuliers se durcit d'une façon dramatique. Nous continuons à penser que la sélectivité du crédit encouragerait les entreprises à investir et développer l'emploi.
- Il est grand temps de taxer les mouvements spéculatifs et éradiquer les paradis fiscaux et donc encourager le financement de l'économie réelle au service des hommes comme le suggère l'association européenne Finance Watch.
- Enfin, nous souhaitons que notre assemblée soit utile et apporte sa contribution au démantèlement de DEXIA comme le suggère à juste titre notre rapporteur. Face aux difficultés de financement des collectivités locales, des hôpitaux, nous pensons qu'il est encore temps d'abandonner l'usine à gaz proposée. Il est possible de créer un établissement public sur les bases modernisées et correspondant aux besoins nouveaux de l'ancien crédit local de France ou de la CACL. Cela éviterait à notre région de s'associer à d'autres pour la création d'une agence de financement des collectivités

locales, levant des emprunts obligataires sous le contrôle étroit et coûteux des agences de notation.

C'est vital pour nos collectivités locales, pour les entreprises de travaux publics et pour les travailleurs, sachant que l'activité et l'emploi de ce secteur dépendent à 80% de la commande publique. Nous réitérons donc, à cette heure tardive et devant notre assemblée, notre demande de travailler, au sein de la section conjoncture à des solutions de sortie de crise systémique, au service de l'économie de notre région et de ses citoyens.

Merci de votre attention.

Nous voterons l'avis.

Jean-Louis CORVAISIER